



EESC info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

March 2024 | FR

This page is also available in:

- [ES](#)
- [BG](#)
- [CS](#)
- [DA](#)
- [EN](#)
- [DE](#)
- [ET](#)
- [EL](#)
- [HR](#)
- [IT](#)
- [LV](#)
- [LT](#)
- [HU](#)
- [MT](#)
- [NL](#)
- [PL](#)
- [PT](#)
- [FI](#)
- [RO](#)
- [SK](#)
- [SL](#)
- [SV](#)

Available Languages:

ÉDITORIAL



Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

Dans ce numéro, je souhaite attirer votre attention sur la Semaine de la société civile, la manifestation phare que le CESE a organisée et accueillie au début du mois de mars.

Alors que nous étions à moins de 100 jours des élections européennes, la Semaine de la société civile représentait une occasion unique pour le CESE de rassembler des personnes de tous horizons en vue de débattre de sujets qui leur importent et de leur vision pour l'avenir de l'Europe. Plus de 800 représentants d'organisations de la société civile et de groupes de jeunes se sont réunis tout au long de la semaine pour mettre en avant leurs messages clés et leurs attentes à

l'égard des prochains dirigeants de l'Union. Le message qui est ressorti de cette manifestation, et que je m'engage à diffuser, est sans équivoque: les citoyens aspirent à davantage de démocratie et à une participation accrue des jeunes, à l'élimination des fausses informations et à une économie au service de tous. L'Europe ne peut se permettre d'ignorer la voix de la société civile, qui est la véritable gardienne de nos démocraties.

Les enseignements tirés de la Semaine de la société civile alimenteront les travaux d'élaboration d'une résolution du CESE sur les élections européennes. Les premières conclusions de la Semaine de la société civile sont disponibles sur le [site internet du CESE](#) (en anglais uniquement).

Dans le cadre de nos travaux préparatoires dans la perspective des élections, nous entendons également renforcer nos relations avec le Parlement européen. Le 27 février dernier, j'ai signé un protocole d'accord avec M^{me} Roberta Metsola, présidente du Parlement européen, afin d'approfondir la coopération entre nos deux institutions en vue de promouvoir les élections européennes, d'accroître le taux de participation, en particulier chez les non-votants et les primovotants, et de lutter contre la manipulation de l'information. Le CESE mobilisera pleinement son vaste réseau, implanté dans l'ensemble de l'Union et représentant les employeurs, les travailleurs et les organisations de la société civile, de sorte qu'ils puissent jouer leur rôle comme il se doit. Notre accord avec le Parlement constitue une étape primordiale pour imprimer un élan aux activités menées en vue des élections européennes de 2024.

Au CESE, nous entendons donner aux organisations de la société civile les moyens d'agir non seulement au sein de l'Union européenne, mais aussi à l'étranger. En février, nous avons officiellement lancé notre initiative consacrée aux membres de pays candidats à l'adhésion, qui marque un tournant dans l'histoire du CESE. Mise sur pied afin d'associer aux travaux du CESE les représentants des pays candidats à l'adhésion à l'Union, cette initiative a été cordialement saluée par Věra Jourová, vice-présidente de la Commission européenne, Milojko Spajić, premier ministre du Monténégro, et Edi Rama, premier ministre d'Albanie, qui ont tous trois assisté au lancement du projet. Au total, 131 membres de pays candidats à l'adhésion ont été choisis pour constituer une réserve d'experts de la société civile qui participeront aux travaux du Comité dans les mois à venir. Notre objectif commun est de rapprocher progressivement de l'Union tous les pays candidats et de les y intégrer de plus en plus au fil de l'avancement des négociations.

Une société civile dynamique et un dialogue social solide sont indispensables au bon fonctionnement des démocraties. L'accueil de membres des pays candidats au sein des institutions constitue une avancée positive et logique pour la démocratie en Europe.

Oliver Röppe

Président du CESE

À VOS AGENDAS

25 mars 2024

[Renforcer le dialogue civil et la démocratie participative dans l'Union européenne: la voie à suivre](#)

18 avril 2024

[Les citoyens face à la désinformation en 2024](#)

24 et 25 avril 2024

Session plénière du CESE



DROIT AU BUT

Notre contributeur invité est Christian MOOS, membre du CESE et rapporteur de l'avis sur le train de mesures de défense de la démocratie. Il énumère pour nous les raisons pour lesquelles le CESE ne soutient pas la

proposition de la Commission sur ce paquet législatif qui a provoqué beaucoup de bruit lorsqu'il a finalement été publié en décembre dernier.



PAQUET «DÉFENSE DE LA DÉMOCRATIE»: LA COMMISSION DEVRAIT RETIRER LA DIRECTIVE

Par Christian Moos

Les inquiétudes quant à l'influence malveillante d'États hostiles tels que la Russie sont tout à fait justifiées, comme en témoignent les nombreux exemples de prêts avantageux accordés à des partis d'extrême droite, d'ex-politiciens pantouflant dans des conseils de surveillance, de contrats lucratifs accordés à des entrepreneurs douteux et de financements octroyés à de prétendues ONG.

Nous devons donc effectivement faire preuve d'une grande vigilance à l'approche des élections européennes. Or, même s'il adresse certaines recommandations utiles aux États membres, le paquet «Défense de la démocratie» arrive bien trop tard. D'abord parce qu'il a été lancé tardivement par la Commission, qui l'a ensuite reporté de plus de six mois au début de l'été 2023 en raison des critiques très vives, et surtout unanimes, formulées à l'encontre de la proposition législative qui devait y figurer.

Pourtant, le paquet publié en décembre n'a fait que confirmer les pires craintes. La proposition de directive aurait pour effet de stigmatiser les ONG qui reçoivent des financements de la part de gouvernements de pays tiers, comme les États-Unis. Cette proposition sert, à elle seule, de justification aux gouvernements autoritaires qui invoquent les lois sur les agents de l'étranger pour tenter de réduire au silence toute opposition démocratique.

En outre, la directive ne propose que de vagues définitions et comporte d'énormes failles dont les véritables agents de Moscou pourraient profiter. Les représentants de la société civile organisée se demandent pourquoi la Commission n'établit pas un registre général de transparence englobant tous les représentants d'intérêts, qui serait compatible avec les législations en vigueur au niveau national et offrirait une base juridique claire et sûre à l'ensemble des parties prenantes.

La Commission devrait retirer ce projet de directive et adopter une approche plus globale pour le texte qui lui succédera en 2025, en veillant à ne pas faire le jeu des ennemis de la démocratie.



UNE QUESTION À...

Pour notre rubrique «Une question à...», nous avons demandé à Florian Marin, membre du CESE et rapporteur de l'avis sur le thème «Forêts de l'UE — Nouveau cadre de l'Union européenne pour la surveillance des forêts et plans stratégiques», de nous exposer les demandes du Comité concernant ce cadre, au vu de l'importance que revêtent les forêts pour la réalisation des objectifs européens en matière de climat et de développement durable.



LE NOUVEAU CADRE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA SURVEILLANCE DES FORÊTS DOIT ÊTRE DURABLE ET PARTICIPATIF

Par Florian Marin

Le Comité économique et social européen propose que le nouveau cadre de l'Union européenne pour la surveillance des forêts soit durable, d'un bon rapport coût-efficacité et réalisable sur le plan opérationnel. Il doit aussi être rapide, sûr et sécurisé, dynamique, inclusif et participatif, afin de permettre une coopération étroite entre la recherche scientifique et la pratique, parallèlement à une meilleure planification et à des politiques publiques fondées sur des données probantes.

Il est essentiel de s'assurer que ce cadre est complémentaire et d'éviter la duplication des données déjà couvertes par d'autres actes législatifs, notamment sur le climat, l'air et la biodiversité, ainsi que par la politique agricole commune.

En ce qui concerne le changement climatique, il est nécessaire de disposer de données à long terme, parallèlement aux données relatives au développement rural, à l'économie circulaire et à la science. Il importe de garantir l'interopérabilité et le même niveau de granularité, de technologies et de fréquence, en particulier lors de la collecte de données supplémentaires dans tous les États membres de l'Union. Réduire la charge administrative et éviter des formalités excessives, comme de multiples collectes et communications d'informations, devrait être une préoccupation permanente. Dans la collecte de données sur les forêts, il convient d'accorder la même importance à toutes, qu'elles soient d'ordre économique, social ou environnemental.

L'importance du respect des droits de propriété privée et de la propriété des données, en particulier dans le cadre du principe de subsidiarité, ne saurait être exagérée. Après tout, c'est l'intérêt public qui devrait prévaloir dans les infrastructures de données forestières.

Chaque État membre de l'UE qui tire des avantages de forêts devrait disposer d'un plan forestier à long terme, qui viendrait compléter d'autres stratégies en matière de forêts et de bois et garantirait une parfaite adéquation avec les objectifs de développement durable. Compte tenu des valeurs multilatérales des forêts, les plans forestiers devraient inclure, dans leur structure, des aspects sociaux et économiques; le principe de partenariat et la participation de la société civile doivent être intégrés dans la conception et la mise en œuvre des plans forestiers à long terme.

Le rôle du Groupe d'experts permanent sur les forêts et la foresterie devrait être renforcé, et il convient d'y inclure des parties prenantes concernées de la société civile.



L'INVITÉ SURPRISE

Notre invité surprise est Bruno Kaufmann, ambassadeur de l'initiative citoyenne européenne (ICE), un instrument idéal et unique qui permet aux citoyens de l'Union de proposer de nouvelles législations européennes. Il explique les raisons pour lesquelles l'ICE revêt une importance considérable et pourquoi, si elle aboutit, elle pourrait un jour être considérée comme l'une des avancées démocratiques les plus remarquables depuis la reconnaissance du droit au suffrage universel et égal, au XX^e siècle.

Bruno Kaufmann est un politologue et un journaliste suédois. En outre, il est l'auteur de publications traduites dans plus de 40 langues sur la démocratie directe moderne et représentative. Il est le correspondant pour la démocratie mondiale de SWI swissinfo.ch, le service international de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, pour lequel il couvre les affaires nord-européennes. De plus, M. Kaufmann est cofondateur et membre du conseil d'administration d'organisations de soutien à la démocratie telles que l'Institut sur l'initiative et le référendum, Democracy International et le Forum mondial sur la démocratie directe moderne. Il est également directeur de la coopération internationale à la Swiss Democracy Foundation.



BRUNO KAUFMANN: POURQUOI L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE EST BEAUCOUP PLUS DÉCISIVE QUE NOUS NE LE PENSONS

Il y a beaucoup à redire sur l'état de la démocratie en général, et de l'initiative citoyenne européenne (ICE) en particulier.

Selon le dernier [«Rapport sur la démocratie mondiale»](#) présenté le 7 mars par l'institut Varieties of Democracy (V-DEM), le pourcentage des êtres humains vivant dans des régimes démocratiques a décliné pour retrouver un niveau proche de celui d'il y a 40 ans. Et alors même qu'en cette année 2024, à l'échelle mondiale, un nombre jamais atteint de citoyens auront le droit de voter à l'occasion d'élections, une grande proportion des pays qui organisent ces scrutins ont un régime de plus en plus autocratique.

La toute première édition de la [Semaine de la société civile](#), organisée par le Comité économique et social européen au début du mois de mars, a été elle aussi l'occasion de relayer un certain nombre de mécontentements face à cette situation. Ces récriminations concernent l'initiative citoyenne européenne, le premier outil de démocratie directe transfrontière à exister au monde. «Trop compliquée», «trop peu attrayante», «dotée d'un faible capital de confiance», «inefficace» et «peu connue», telles sont, parmi d'autres, les critiques fort peu flatteuses formulées à l'encontre de l'ICE par des acteurs de la société civile, des médias, du monde universitaire et de l'administration publique.

De mon point de vue, ces évaluations très négatives sont exactes, au point d'en être décourageantes, mais aussi trop prudentes et modérées dans leur critique. En effet, la démocratie mérite de régner sur le monde entier. À cette fin, nous avons une obligation, en tant que citoyens faisant partie des habitants de cette planète qui auront la chance de participer très prochainement à des élections, de viser plus haut que ce que nous avons actuellement.

Cela signifie qu'il ne faut pas se contenter de se défendre contre la peur, les dictateurs d'aujourd'hui et leurs coteries de lâches. Nous devons faire des avancées beaucoup plus importantes. Poursuivre le développement de l'initiative citoyenne européenne constituerait une étape dans cette direction.

En somme, que trouvons-nous dans l'ICE? Trois choses. Un droit, un instrument et un outil qui n'ont jamais existé à un autre moment de l'histoire ni dans un autre endroit du monde. Il s'agit d'un dispositif complexe, conçu pour être exhaustif, un outil numérique, propre à exercer la démocratie directe, transnational, doté d'une infrastructure de soutien et utilisé à bon escient.

Depuis 2012, l'ICE a été tour à tour élaborée, puis introduite, mise en pratique et améliorée, ce qui prouve de manière concrète que l'espace démocratique peut être élargi et consolidé même dans les circonstances les plus difficiles.

Il est à espérer que l'année prochaine, pour ses 13 printemps, l'enfant choyé deviendra un adolescent tenace, en mesure de montrer à l'Europe et au monde ce dont il est capable. Et nous avons besoin de cette fraîcheur, de cette vigueur sauvage pour revitaliser de manière décisive les mentalités sclérosées des États-nations et les structures bureaucratiques de l'Union européenne.

Soyons clairs: nous n'avons pas besoin de réinventer constamment, dans l'agitation, les formes démocratiques du vivre-ensemble, à savoir pratiquer ce qu'on appelle communément l'innovation. En lieu et place, nous devons nous consacrer à développer l'ICE, pour faire en sorte qu'elle atteigne sa majorité à l'âge de 16 ans, ou tout au moins de 18 ans, à la fin de cette décennie.

Quel sens donner à cette image? D'ici 2028 ou 2030, deux changements importants doivent se produire. Premièrement, il conviendra de faire en sorte que les pouvoirs de l'ICE en matière de définition des priorités de l'Union soient sur un pied d'égalité avec ceux du Parlement européen. En d'autres termes, les citoyens européens devraient être en mesure de proposer des législations et d'autres actions de gouvernance, tout

comme les députés élus au Parlement européen.

Deuxièmement, d'ici la fin de cette décennie, les citoyens de l'Union devraient être en mesure non seulement de lancer des propositions de législation, mais aussi d'initier des votes populaires à l'échelle européenne sur des questions de fond: autrement dit, des référendums. L'idée d'organiser des référendums paneuropéens n'est pas nouvelle, mais elle est aujourd'hui arrivée à maturité, grâce à la naissance de l'ICE et à ses premières années d'existence.

Si l'on parvient à construire ce type d'avenir autour de l'ICE, les citoyens de demain regarderont alors en arrière et se rendront compte que cet outil est celui qui a produit l'une des réalisations démocratiques les plus remarquables depuis l'avancée capitale qu'a été le suffrage universel et égal au XX^e siècle.



ÉLECTIONS EUROPÉENNES, DU 6 AU 9 JUIN 2024 — JE VOTE. ET VOUS?

Jusqu'en juin 2024, notre nouvelle rubrique, intitulée «Je vote. Et vous?», présentera l'avis d'intervenants que nous avons invités à s'exprimer sur le thème suivant: «Comment et pourquoi participer aux élections européennes?». Dans ce numéro, nous

donnons la parole à Konstantina Manoli, une étudiante grecque âgée de 19 ans qui a participé cette année au programme «Votre Europe, votre avis».

Organisée pour la première fois au cours de la Semaine de la société civile, la manifestation phare du CESE pour la jeunesse a rassemblé plus de 100 jeunes venus de tous les États membres de l'Union, des pays candidats et du Royaume-Uni, et leur a offert l'occasion de participer à des débats animés sur la démocratie et l'avenir de l'Europe.

Konstantina Manoli étudie les langues étrangères, la traduction et l'interprétation à l'Université ionienne de Grèce. Linguiste enthousiaste, elle se passionne également pour les débats politiques et les questions internationales.



DONNER AUX JEUNES LES MOYENS D'AGIR: LES JEUNES ÉLECTEURS JOUENT UN RÔLE ESSENTIEL POUR FAÇONNER LA DÉMOCRATIE

Par Konstantina Manoli

Nous ne pouvons nier que l'exercice des droits de vote constitue un outil puissant pour exprimer des opinions et influencer les politiques. En effet, généralement lors des élections, nous choisissons tous notre voix et les personnes que nous considérons comme les mieux à même de nous représenter nous, ainsi que

nos convictions et nos systèmes de valeurs. Cependant, la plupart du temps, la majorité des citoyens et en particulier nous, les jeunes, avons tendance à négliger le pouvoir de notre vote.

Nous exprimons avec passion notre envie de changer le monde et de créer un avenir meilleur pour nous tous et pour les générations à venir. Toutefois, au fil de ce processus, lorsque nous avons l'impression que nos opinions, nos valeurs et nos idéaux n'ont plus d'importance ou que nous n'avons pas de pouvoir, nous baissons les bras.

En tant que jeune femme grecque, je connais parfaitement ce sentiment. Je connais la frustration qui se fait ressentir lorsque notre voix n'est pas entendue, lorsque nos droits sont violés et lorsque nous nous sentons impuissants face à une situation à laquelle il semble que nous ne puissions plus rien faire. Parfois, malgré tous nos efforts, les choses ne se déroulent pas comme prévu. C'est dans ces moments, las de nos efforts vains, que nous oublions souvent une vérité fondamentale: notre vote est notre pouvoir! Comme l'a dit Barack Obama: «Chaque voix compte!»

Malheureusement, je ne pense pas que cette expérience me soit propre ou qu'elle découle de mon statut de Grecque, de jeune ou de femme. En vérité, de nombreuses personnes partagent ce sentiment indépendamment de leur âge, de leur appartenance ethnique, de leur sexe, de leur religion ou de leur situation personnelle.

Le vote permet de faire entendre notre voix collective pour façonner l'avenir que nous voulons. En prenant les choses en main, nous nous assurons que nos rêves et nos valeurs trouvent leur écho dans les décisions qui donnent forme à notre société. Nous devons agir et nous devons le faire parce que notre vote est une clé qui ouvre la porte à un avenir où la voix d'une jeunesse qui a les moyens d'agir est entendue.

Souvenez-vous des propos avisés de John Lewis: «Si nous ne nous en chargeons pas, alors qui le fera? Si nous n'agissons pas maintenant, alors quand le ferons-nous?»

NOUVELLES DU CESE



Politique d'élargissement: des représentants des pays candidats à l'adhésion à l'Union prendront désormais part aux travaux du CESE

Le 15 février dernier, le Comité économique et social européen (CESE) a officiellement lancé son initiative visant à accueillir des représentants de la société civile des pays candidats à l'adhésion

à l'Union. Au total, 131 [membres de pays candidats à l'adhésion](#) ont été choisis pour constituer la réserve d'experts de la société civile qui participeront aux travaux du Comité, faisant ainsi de ce dernier la première institution à ouvrir ses portes aux pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne.

Cette initiative est l'une des [priorités politiques](#) d'**Oliver Röpke, président du CESE**. Elle marque la mise en place de modalités nouvelles pour associer les pays candidats aux activités de l'Union et faciliter ainsi leur intégration progressive et concrète à l'Union.

Lancée à l'occasion de la session plénière du CESE, cette initiative a été accueillie avec enthousiasme par **Věra Jourová**, vice-présidente de la Commission européenne, **Milojko Spajić**, premier ministre du Monténégro, et **Edi Rama**, premier ministre d'Albanie. Par ailleurs, étaient également présents sur place ou en ligne des représentants de la société civile et d'autres membres des neuf pays candidats à l'adhésion (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Serbie, Turquie et Ukraine), lesquels participaient tous pour la première fois à un débat de session plénière au CESE.

En cette occasion historique, le **président Röpke** a déclaré: «Il n'est plus possible de faire patienter plus longtemps les pays candidats dans l'antichambre de l'Union. C'est pourquoi le CESE a décidé d'ouvrir ses portes aux pays candidats et d'associer à ses travaux leurs représentants, c'est-à-dire les membres de pays candidats à l'adhésion.»

Le **Premier ministre Spajić** a quant à lui indiqué: «Ces possibilités de nous intégrer progressivement nous sont très précieuses. Pour nous, il ne s'agit pas de trouver un substitut à l'appartenance à l'Union, mais de préparer ainsi à l'intégration aussi bien les pays des Balkans occidentaux, selon une approche fondée sur leurs mérites et le "principe de la régate", que l'Union européenne.»

Pour sa part, le **Premier ministre Rama** a affirmé: «Je crois fermement que ce qui se déroule ici devrait également se produire au sein du Parlement européen, de la Commission européenne et du Conseil européen. C'est la seule manière d'apaiser tous les esprits et d'insuffler très concrètement une énergie nouvelle.»

Pour la vice-présidente de la Commission européenne chargée des valeurs et de la transparence, **Věra Jourová**, «l'élargissement est dans l'intérêt réciproque de tous. Il demeure un investissement géostratégique pour l'Union. C'est pourquoi nous soutenons le lancement de cette initiative-ci et de toutes les autres qui permettent à nos pays partenaires de récolter le fruit de leurs efforts de réforme en vue d'améliorer leur économie et de renforcer la démocratie.»

La liste complète des membres de pays candidats à l'adhésion choisis pour constituer cette réserve est disponible [ici](#). (at)



Semaine de la société civile: La société civile européenne fixe le programme des prochains dirigeants européens

Du 4 au 7 mars, le Comité économique et social européen (CESE) a organisé la toute première édition de la Semaine de la société civile, l'occasion pour plus de 800 représentants d'organisations de la société civile et de jeunesse de se réunir afin de débattre des prochaines élections et de l'avenir de l'UE. Leurs recommandations seront intégrées à la résolution du CESE prévue pour juillet, qui décrira les attentes de la société civile envers les nouveaux dirigeants du Parlement européen et de la Commission.

La Semaine de la société civile rassemble cinq initiatives majeures, à savoir les [Journées de la société civile](#), la [Journée de l'initiative citoyenne européenne](#), «Votre Europe, votre avis!», le [prix de la société civile](#) et le [séminaire des journalistes](#). Elle a pour objectifs de:

- donner aux citoyens les moyens d'interagir avec l'UE et d'exercer leurs droits démocratiques;
- recenser et combattre les menaces qui pèsent sur les valeurs démocratiques, telles que la désinformation et l'apathie électorale; et
- recueillir les recommandations de la société civile pour alimenter les futurs plans de l'UE.

Les [premières idées](#) ébauchées par les organisations de la société civile à l'intention des nouveaux dirigeants de l'UE ont notamment porté sur une gouvernance réactive, des politiques inclusives et un avenir durable pour tous les Européens.

Lutter contre la désinformation

Dans la perspective des élections européennes, les représentants de la jeunesse et les journalistes ont partagé leurs préoccupations quant à la propagation effrénée de la désinformation et à la croissante polarisation en ligne, soulignant la nécessité de disposer de cadres juridiques solides. Dans le but de favoriser un environnement en ligne riche en connaissances et inclusif, la société civile appelle à une collaboration entre les gouvernements, les écoles et les entreprises de technologie, ce qui promouvrait l'habileté numérique.

Mettre en place une économie au service des personnes et de la planète

La société civile a vivement encouragé une transition des modèles centrés sur la croissance vers des approches globales qui accordent la priorité au bien-être, à la prospérité et aux limites environnementales. Dans cette optique, les organisations de jeunesse ont plaidé en faveur d'une directive sur la durabilité des entreprises et ont proposé l'imposition de taxes spéciales sur les biens préjudiciables à l'environnement.

Les participants ont également insisté sur le rôle de l'UE dans la transformation numérique. Ils ont notamment mis l'accent sur l'éducation des citoyens et la gouvernance éthique en matière d'intelligence artificielle. Ces mesures visent à assurer une croissance économique responsable et à améliorer les capacités des citoyens de naviguer dans l'environnement technologique en évolution.

Donner aux jeunes les moyens d'agir

La société civile a insisté sur la nécessité de donner aux jeunes les moyens de façonner l'avenir de l'Europe. Ils ont défendu l'idée d'une évaluation d'impact de l'UE du point de vue des jeunes afin d'examiner l'incidence des politiques sur les jeunes générations. Plus particulièrement, les organisations de jeunesse ont proposé l'instauration de quotas pour les élections au Parlement européen afin d'améliorer la représentation des jeunes.

Renforcer la démocratie

Les participants ont plaidé en faveur d'une démocratie plus résiliente et inclusive, en mettant l'accent sur un dialogue civil structuré à tous les niveaux de gouvernance. Ce dialogue, associé à un renforcement des capacités des individus, vise à consolider la société civile dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE, ce qui aiderait à créer un environnement sûr et propice nécessaire à la prospérité de la société civile en Europe.

Aller au-delà des simples propositions

La Semaine de la société civile a mis en lumière les forces et les faiblesses de l'initiative citoyenne européenne (ICE). Tout en reconnaissant les succès de cette mesure, les participants ont exprimé des frustrations concernant une réactivité insuffisante de la part des institutions européennes. Des appels ont été lancés pour que les ICE obtiennent des réponses de fond afin de favoriser des partenariats plus solides et de renforcer la participation des citoyens grâce à l'échange de bonnes pratiques.

Regarder vers l'avenir

Ces recommandations alimenteront une prochaine résolution du CESE qui exposera les attentes de la société civile à l'égard du prochain Parlement européen et de la prochaine Commission. (gb)



[La fondation irlandaise «Troisième âge» remporte le prix de la société civile du CESE, sur le thème de la santé mentale](#)

Le prix de la société civile du CESE récompense des projets à but non lucratif qui sont mis en œuvre par des particuliers, des entreprises ou des organisations de la société civile.

Correspondant à l'un des grands domaines d'activité du CESE, le thème auquel il est consacré change chaque année. Le lauréat du quatorzième prix de la société civile, qui est consacré à la santé mentale, est la fondation irlandaise «Troisième âge» et son réseau d'engagement social «AgeWell», qui lutte contre la solitude affectant les personnes âgées.

Le 7 mars, le Comité économique et social européen (CESE) a récompensé cinq organisations à but non lucratif pour leur contribution éminente à la prise en charge des troubles de la santé mentale, lesquels ont considérablement augmenté au sein de l'Union.

Le prix est doté au total d'une enveloppe de 50 000 euros, qui a été répartie entre les cinq projets lauréats.

La fondation caritative irlandaise «Troisième âge», qui a remporté la première place, a été gratifiée de la somme de 14 000 euros.

Les quatre autres structures primées, qui ont reçu chacune 9 000 euros, se classent comme suit:

- à la deuxième place, l'association finlandaise **Pro Lapinlahti**, pour son centre communautaire [Lapinlahden Lähde](#) ;
- en troisième position, l'organisation [Integra](#), de Slovaquie, pour son initiative «**Fous: et alors?**»;
- en quatrième lieu, la fondation [Lilinkoti](#), de Finlande également, pour ses jeux intitulés «[Le monde de la guérison](#)»;
- enfin, au cinquième rang, l'organisation italienne [Animenta](#), distinguée pour son projet «**Raconter pour sensibiliser**».

LE PREMIER LAURÉAT DU PRIX

Grâce à son réseau d'engagement social intitulé «**AgeWell**», la fondation caritative irlandaise «**Troisième âge**» s'emploie à lutter contre la solitude chez les plus âgés isolés, fragiles ou vulnérables. Le service **exceptionnel qu'elle propose repose sur un principe de proximité sociale, grâce auquel des personnes de plus de cinquante ans prêtent assistance à des seniors en situation de risque ou dans le besoin**: par le recours à des visites à domicile combinées à un questionnaire de santé mentale sur téléphone portable, AgeWell offre un accompagnement et un soutien émotionnel et détecte les risques de santé à un stade précoce.

LES AUTRES PROJETS RÉCOMPENSÉS

La deuxième place est revenue à l'association finlandaise **Pro Lapinlahti** et à son centre communautaire «**Lapinlahden Lähde**», ou «Source de Lapinlahti». Mise sur pied grâce à la rénovation de l'hôpital du quartier de Lapinlahti, à Helsinki, cette structure propose, sur des thématiques de santé mentale, toute une série d'ateliers et de rencontres de vulgarisation, qui peuvent se targuer d'accueillir chaque année quelque 50 000 visiteurs. Dans cet espace décrété «sans diagnostic», chacun est autorisé à être lui-même, sans courir le risque d'être étiqueté, dans une démarche qui privilégie l'émancipation plutôt que le paternalisme.

La troisième place est attribuée à l'organisation slovaque **Integra**, avec son initiative «**Fous: et alors?**», qui brise les stéréotypes en incitant les jeunes à appréhender la santé mentale par la voie de l'empathie. De la manière la plus directe, pareille approche donne à voir les réalités d'une santé mentale déficiente, et les pistes qui s'offrent pour en guérir.

Le lauréat du quatrième prix, la fondation finlandaise **Lilinkoti**, s'assigne pour mission de soutenir la santé mentale grâce à des jeux novateurs et créatifs, dénommés «**Le monde de la guérison**», qui aident leurs joueurs à recouvrer cette santé en leur fixant des objectifs propres à leur inspirer une image positive d'eux-mêmes, à renforcer leur autonomie personnelle et à les encourager à mener une vie active et porteuse de sens. Le premier d'entre eux, non violent, se joue sur écran, tandis que le second, qui a remporté de multiples prix, se présente comme un jeu de rôle sur plateau. Disponibles gratuitement, ils s'adressent l'un

et l'autre à des personnes qui entament un parcours de guérison consécutif à des problèmes de santé mentale ou des épisodes de toxicomanie, ainsi qu'aux professionnels du secteur.

L'organisation italienne à but non lucratif **Animenta a remporté la cinquième place du prix, avec son projet «Raconter pour sensibiliser»**, dans le cadre duquel elle s'emploie à réécrire les discours stéréotypés qui ont cours sur les troubles alimentaires, lesquels, pour la seule Italie, touchent plus de quatre millions de personnes, dont deux millions d'adolescents. Ses programmes de prévention et de sensibilisation sont menés par des professionnels bénévoles, tant en ligne que dans des écoles à travers tout le pays.

Le CESE a lancé l'édition 2024 de son prix en juillet 2023. En choisissant de la consacrer à la question de la santé mentale, il a voulu mettre en avant le rôle crucial que la société civile joue dans le traitement et la prévention des troubles relevant de ce domaine. **Les lauréats ont été choisis parmi plus de 100 candidatures**, en provenance de 23 États membres.

Les éditions précédentes du prix avaient notamment pour thèmes la jeunesse et l'aide à l'Ukraine, l'action pour le climat, l'égalité entre les femmes et les hommes et l'émancipation des femmes, ou encore les migrations. En 2020, le CESE a remplacé, à titre exceptionnel, son prix de la société civile par un prix de la solidarité civile, dédié à la lutte contre la COVID-19. (II)



Journée de l'ICE 2024: accorder plus de place à l'engagement citoyen

La Journée de l'ICE 2024 a fourni une nouvelle occasion de mettre en pleine lumière à la fois le potentiel et les limites de l'initiative citoyenne européenne (ICE). Tout en célébrant les succès des initiatives passées en matière de sensibilisation et d'amorçage d'un débat public, les discussions ont également exposé au grand jour les frustrations face à la nécessité d'une plus grande réactivité et d'un meilleur suivi de la part des institutions européennes.

Principaux enseignements de la Journée de l'ICE:

- **bien plus qu'une boîte à suggestions:** les ICE qui aboutissent devraient automatiquement donner lieu à des actions de fond de la part de la Commission, y compris des réponses concrètes et, le cas échéant, des propositions législatives. Leur influence directe sur le droit de l'Union serait ainsi assurée, favorisant de ce fait un dialogue plus constructif entre les citoyens et les institutions;
- **des partenariats plus solides:** la collaboration joue un rôle essentiel. Pour porter la voix des citoyens, il y a lieu d'établir une collaboration stratégique entre les organisateurs, la société civile, les médias et les partenaires publics;
- **une amélioration continue:** le cadre régissant les ICE est en constante évolution. S'inspirer des bonnes pratiques et favoriser le partage de connaissances entre les parties prenantes permet de renforcer la procédure d'ICE et de donner aux citoyens encore plus de moyens de s'investir activement.

L'ICE met les citoyens en capacité d'inviter l'UE à agir pour proposer un nouvel acte législatif sur une question particulière. Les initiatives ayant recueilli un million de signatures sont examinées par la Commission, qui décide des mesures à prendre. (gb)



[«VOTRE EUROPE, VOTRE AVIS!» 2024: Les priorités de la jeunesse pour la prochaine législature de l'UE](#)

Plus de 100 jeunes citoyens de l'UE, de pays candidats et du Royaume-Uni se sont réunis pour l'édition 2024 de [«Votre Europe, votre avis!»](#) Ils y ont partagé leurs idées et leurs recommandations pour l'avenir de l'Union européenne. Cette édition de la manifestation, qui a eu lieu dans la perspective des élections européennes, a donné la priorité à la lutte contre le désengagement et à la promotion de la participation des jeunes au processus électoral.

Principales recommandations:

1. introduire un quota de représentation de la jeunesse aux élections du Parlement européen;
2. adopter une directive régulant les chaînes d'approvisionnement et les activités des sociétés pour que celles-ci respectent des normes relatives aux droits de l'homme et à l'environnement;
3. établir un cadre juridique pour les médias sociaux afin de lutter contre la polarisation et la désinformation;
4. élaborer une stratégie harmonisée en matière de droits sexuels et génésiques;
5. appliquer des orientations fiscales spéciales pour les biens nuisibles au climat dont les revenus financeraient les initiatives respectueuses de celui-ci.

Ces propositions seront transmises aux institutions et aux responsables politiques de l'UE et contribueront aux conclusions de la Semaine de la société civile ainsi qu'à l'élaboration d'une résolution du CESE sur les prochaines élections européennes. (gb)



[Le CESE plaide en faveur d'une stratégie de dialogue civil](#)

Lors d'un débat avec Dubravka Šuica, vice-présidente de la Commission européenne et commissaire à la démocratie et à la démographie, le CESE a plaidé en faveur d'une stratégie de dialogue civil, laquelle serait la première étape vers le renforcement du rôle de la société civile et vers une participation accrue des citoyens à l'élaboration des politiques de l'Union européenne.

Le Comité économique et social européen (CESE) a présenté ses demandes dans un avis intitulé [«Pistes pour renforcer le dialogue civil et la démocratie participative dans l'Union européenne»](#), adopté juste après le débat qui s'est tenu lors de sa session plénière, le 15 février dernier.

Il a insisté sur la nécessité d'améliorer d'urgence la mise en œuvre de l'article 11 du traité sur l'Union européenne (TUE), en vertu duquel les institutions ont la responsabilité conjointe de veiller à ce que la société civile organisée participe activement à l'élaboration de la législation de l'UE.

Cette démarche devrait s'inscrire dans le prolongement de la conférence sur l'avenir de l'Europe, une initiative historique et un grand exercice démocratique, qui comprenait une série de débats menés par les citoyens sur des questions ayant une incidence directe sur leur vie.

«Nous pouvons tous convenir de la nécessité de faire entendre la voix des citoyens au-delà des urnes. Nous devons tous, au sein des institutions et organes de l'Union européenne, nous efforcer de mieux associer la société civile à un dialogue constructif, plus poussé que de simples informations et consultations», a déclaré **Oliver Röpké**, président du CESE.

Bâtir une Union européenne plus transparente, plus inclusive et plus démocratique nécessite un engagement civique accru et un partenariat solide entre les institutions de l'Union et les organes nationaux de gouvernance. «Nos efforts collectifs permettront de faire en sorte que l'Union européenne demeure une lueur d'espoir et un modèle de démocratie participative pour le monde entier», a ajouté la commissaire Dubravka Šuica.

Pietro Barbieri, rapporteur de l'avis en question, s'est exprimé en ces termes: «Par cet avis, le CESE invite les institutions européennes à réaliser une avancée concrète, à savoir adopter une stratégie de dialogue civil, qui donnera lieu à un plan d'action et à un accord interinstitutionnel entre tous les niveaux de l'UE. L'engagement du CESE en la matière témoigne d'un besoin urgent qui ne peut être ignoré et qui appelle une réponse sans délai.»

Miranda Ulens, corapporteuse de l'avis, a quant à elle ajouté: «Nous disposons déjà de bonnes pratiques en matière de dialogue social. Les propositions que nous formulons garantiront que la voix d'autres organisations légitimes et représentatives puisse également être entendue. Créons une Europe véritablement démocratique pour ses citoyens! #TogetherStrong» (II)



[Rencontrez les champions de l'excellence: le coup de projecteur du CESE et de la Commission sur la formation professionnelle pour faire face aux pénuries de main-d'œuvre](#)

Le 23 février, le Comité économique et social européen (CESE) et la Commission ont organisé une manifestation phare dans le cadre de l'Année européenne des compétences, qui a réuni plus de quatre cents jeunes venus de tous les États membres, dans l'objectif de mettre en lumière les compétences nécessaires aux emplois actuels et à venir.

L'événement, intitulé [«Rencontrez les champions de l'excellence»](#), a rassemblé 35 jeunes championnes et champions européens qui se sont distingués lors des récents concours [WorldSkills](#), [EuroSkills](#) et [Abylimpics](#) (les Olympiades des métiers à destination des personnes handicapées), où les concurrents se mesuraient les uns aux autres dans plus d'une vingtaine de disciplines différentes, telles que la robotique mobile, les TIC, la mécanique, la conception graphique, les technologies automobiles ou encore la construction.

Chacun de ces champions a partagé l'histoire inspirante de son parcours d'apprentissage et de carrière. Le public de jeunes a pu découvrir et observer des compétences traditionnelles ou nouvelles lors de présentations spécifiques consacrées à des domaines tels que la floriculture, la peinture automobile, la robotique et la réalité virtuelle, grâce à des conférences sur l'intégration de systèmes de robots, les robots de déminage pour l'Ukraine, et la conception assistée par ordinateur (CAO) en ingénierie mécanique.

Cette manifestation avait pour objectif de promouvoir les avantages et possibilités qu'offrent l'enseignement et la formation professionnels (EFP), en particulier dans le contexte des transitions écologique et numérique, et du monde du travail de demain. L'EFP est également pertinent dans l'actuel contexte européen de pénurie de main-d'œuvre et de compétences, et d'inadéquation entre l'offre et la demande de compétences, où plus des trois quarts des entreprises signalent des difficultés à trouver des travailleurs possédant les qualifications dont elles ont besoin.

Oliver Röpke, président du CESE, a fait valoir que *«Les compétences sont un élément essentiel pour donner aux jeunes les moyens de s'épanouir tant dans leur vie personnelle que dans leur carrière. Avec les transitions numérique et écologique en cours, nous avons le pouvoir, grâce aux compétences, non seulement de nous adapter, mais aussi de forger les emplois de demain.»*

Nicolas Schmit, commissaire chargé de l'emploi et des droits sociaux, a déclaré à ce propos: *«La formation professionnelle offre tellement de possibilités sur le marché du travail actuel. Je suis convaincu que l'EFP peut nous aider à corriger l'inadéquation entre l'offre et la demande de compétences, ainsi que les pénuries de main-d'œuvre qui freinent les industries européennes.»*

Cet événement a montré que l'EFP est un excellent choix, qui offre de solides perspectives de carrière et des possibilités d'emploi plus rapides aux jeunes comme aux adultes qui cherchent à changer de travail, ou simplement à améliorer leur éventail de compétences. Or, l'EFP reste encore souvent un deuxième choix pour de nombreux étudiants potentiels. En 2021, dans l'Union européenne, un peu plus de la moitié de l'ensemble des élèves inscrits dans des formations de niveau intermédiaire suivaient des programmes comportant une orientation professionnelle.

En 2022, près de 80 % des jeunes diplômés de l'EFP sont parvenus à trouver un emploi — l'Union s'efforçant d'atteindre un objectif de 82 % d'ici à 2025. (II)



Mise à jour du passeport pour la démocratie européenne

Vous voulez changer le système éducatif? Vous avez un problème d'intoxication alimentaire? Vous êtes favorable au transport combiné rail-route? Vous éprouvez des difficultés à immatriculer votre entreprise dans un autre pays de l'Union? Les citoyens de l'UE jouissent de nombreux droits, mais sont aussi confrontés à des choix difficiles. Ils ont donc besoin de savoir où et comment ils peuvent faire la différence, et quelles sont les possibilités qui s'offrent à eux.

Notre très prisé passeport pour la démocratie européenne vous aide à éclaircir tous ces points. De plus, il vient d'être actualisé! Le passeport fournit des fiches d'information, des renseignements d'ordre général, des

orientations et une boussole permettant de comprendre tous les aspects de la démocratie européenne moderne, ainsi qu'une «boîte à outils de la participation» et un guide détaillé sur l'initiative citoyenne européenne (ICE).

La [nouvelle version](#) du passeport est déjà disponible en plusieurs langues, et d'autres seront ajoutées au cours des prochaines semaines. (cw)

NOUVELLES DES GROUPES



Il est temps de mettre en place un programme industriel européen de défense à grande échelle

par Antonello Pezzini, délégué à la commission consultative des mutations industrielles du CESE et ancien membre du groupe des employeurs du CESE

En janvier dernier, Thierry Breton, commissaire européen au marché intérieur, a réaffirmé la nécessité de consolider un marché intérieur de la défense, condition de notre sécurité. «Nous avons commencé avec les munitions pour l'Ukraine», a-t-il déclaré. «Il s'agit désormais d'élargir cette logique autour d'un vaste programme industriel européen de défense capable de soutenir la remontée en puissance de la base industrielle européenne et de développer les infrastructures nécessaires à la protection des espaces contestés».

Le CESE a eu l'occasion, à maintes reprises, de réaffirmer la nécessité de soutenir le lancement d'un **programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense (EDIDP)**, qui vise à créer un dispositif interopératif et intégré de défense commune.

Cet objectif apparaît plus urgent que jamais au vu de la conjoncture géopolitique actuelle, qui nous incite à renforcer l'autonomie stratégique de défense de l'Europe et à mettre en place une base industrielle et technologique solide et commune.

L'**EDIDP** devrait être encadré par une vision stratégique commune en matière industrielle, capable de produire des avancées vers une intégration effective entre les producteurs et les utilisateurs européens, avec la participation d'au moins trois États membres.

Il apparaît de plus en plus nécessaire de mettre en place un dialogue structuré au niveau européen, en synergie et en coordination avec l'OTAN, ainsi qu'un Conseil des ministres de la défense, à même de fournir une orientation politique durable et une enceinte pour la consultation et pour l'adoption de décisions qui soient véritablement européennes.

Les dispositions réglementaires devront assurer un équilibre entre grands et petits pays, un taux de participation de 20 % de petites entreprises, des initiatives de formation de main-d'œuvre qualifiée et de nouveaux profils professionnels, ainsi que la reconversion du personnel qui est devenu excédentaire ou dont les qualifications sont dépassées.

Le moment est venu d'élargir et de renforcer cette approche, afin d'y inclure un vaste programme industriel européen dans le secteur de la défense, à même de soutenir l'expansion de la base industrielle européenne, avec le développement de «biens à double usage», c'est-à-dire de produits, y compris des logiciels et technologies, susceptibles d'avoir une utilisation tant civile que militaire; ils incluent les biens susceptibles d'être utilisés aux fins de la conception, de la mise au point, de la fabrication ou de l'utilisation d'armes chimiques ou biologiques ou de leurs vecteurs.

Vous pouvez consulter le texte intégral de l'article d'Antonello Pezzini dans la *Newsletter* du groupe des employeurs du CESE: https://europa.eu/!_yKMPTk



De la ferme à la fourche?

«Il n'y aura pas de pacte vert sans pacte social»

par le groupe des travailleurs du CESE

Le 26 février dernier, pour la deuxième fois en l'espace de quelques semaines, les agriculteurs en colère avec leurs tracteurs ont bloqué les rues de Bruxelles. Les rues du quartier européen, envahies par des camions, des tracteurs, des bottes de foin et des tas de pneus en flammes, offraient un contraste criant avec les complets-vestons et les coiffures soignées habituels. Les raisons qui nourrissent les protestations des agriculteurs sont complexes: [elles vont de la PAC aux politiques environnementales, en passant par des questions qui sont totalement étrangères à](#)

[ces problématiques.](#)

La vérité, c'est que les campagnes européennes se trouvent dans une situation difficile, et ce, depuis bien trop longtemps. Le groupe des travailleurs et le CESE dans son ensemble ont tiré à plusieurs reprises la sonnette d'alarme, expliquant [qu'il n'y aurait pas de pacte vert sans pacte social](#). Il pourrait être tentant de jeter ce dernier par dessus bord, comme un vulgaire sous-produit du jargon bruxellois, mais ce serait une grave erreur. Les problèmes auxquels nos campagnes font face sont réels. Il s'agit notamment de l'attitude [des intermédiaires qui payent des tarifs de misère aux producteurs tout en facturant des prix scandaleux aux consommateurs](#); de l'insuffisance des aides en appui à la mise en œuvre de réformes environnementales; ou encore du libre-échange (non équitable), des conditions de travail difficiles et du changement climatique.

La réponse de la Commission, [qui a fait sauter à la hâte les exigences en matière de pesticides](#), est encore plus préoccupante que l'absence de consultation et de dialogue appropriés avec les partenaires sociaux ou que l'inaction au niveau de la politique sociale. Comme pour les dispositions environnementales, l'abandon de ces mesures pourra peut-être faire gagner un peu de temps à nos responsables politiques, mais il va aussi nous précipiter au-delà du point de non-retour en matière d'environnement.

De plus, avec les élections qui approchent, l'extrême-droite tente de tirer parti du mécontentement et, dans une certaine mesure, elle a réussi à détourner la protestation pour la diriger contre les ODD, le pacte vert et le programme de développement durable à l'horizon 2030.



Conférence sur le thème «Renforcer la société civile et la démocratie participative dans l'Union européenne: la voie à suivre»

par le groupe des organisations de la société civile du CESE

Le 25 mars prochain, de 14 h 30 à 18 heures (HEC), le groupe des organisations de la société civile du CESE organisera une conférence à Bruxelles afin d'examiner la manière dont l'Union européenne dans son ensemble et les États membres individuellement peuvent œuvrer en faveur d'un dialogue civil et d'une démocratie participative durables et efficaces.

Parmi les intervenants figureront les personnes suivantes:

- **Pedro Silva Pereira**, vice-président du Parlement européen, en sa qualité de suppléant de la présidente du Parlement, M^{me} Metsola, pour les contacts avec les organisations de la société civile représentant les citoyens, et
- **Son Excellence Willem van de Voorde**, ambassadeur de Belgique et représentant permanent de la Belgique auprès de l'Union européenne.

La conférence sera l'occasion de présenter deux initiatives récentes, à savoir:

- l'**avis du CESE** intitulé «Pistes pour renforcer le dialogue civil et la démocratie participative dans l'Union européenne» ([SOC/782](#)), élaboré à la demande de la présidence belge du Conseil de l'UE et adopté lors de la session plénière du CESE du 15 février dernier;
- une **lettre ouverte**, qui a reçu le soutien de 156 signataires de 26 États membres de l'UE et a été publiée par le groupe des organisations de la société civile et Société civile Europe. Cette lettre invite les principales institutions européennes à prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre un dialogue ouvert, transparent et régulier avec les organisations de la société civile dans tous les domaines d'action.

La conférence réunira des parties prenantes institutionnelles ainsi qu'un public plus large afin de réfléchir aux moyens de mettre en œuvre les mesures mises en avant par ces initiatives et par d'autres propositions.

La conférence est **ouverte au public**. Une inscription préalable est requise pour pouvoir y participer activement sur place ou à distance. La manifestation sera [retransmise en direct](#).

Pour en savoir plus, consulter le projet de programme, vous inscrire ou accéder à la diffusion en direct, veuillez **vous rendre sur le site internet de la manifestation**.

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



[Brochure consacrée au 14e prix de la société civile: Apprenez-en davantage sur de nombreux candidats!](#)

Afin de mettre en lumière les efforts déployés par la société civile pour enrayer l'épidémie rampante de troubles de la santé mentale au sein de l'UE, le CESE a publié une brochure qui présente un certain nombre de candidats potentiels dans le cadre du prix de la société civile, consacré cette année à la santé mentale. Vous pouvez consulter la brochure [en cliquant sur ce lien](#).



Le saviez-vous? Faits et chiffres relatifs à la santé mentale

Loin de brosser un tableau idyllique, les faits et chiffres relatifs à la santé mentale dans l'Union européenne résonnent plutôt comme un appel à la mobilisation. Le CESE plaide pour que des mesures renforcées soient arrêtées, au niveau des États

membres comme à celui de l'Union, pour promouvoir cette santé. Par ailleurs, il a préconisé de prendre des mesures législatives contraignantes pour prévenir les risques psychosociaux sur les lieux de travail. En dédiant son prix de la société civile à la santé mentale, il rend hommage aux efforts que la société civile déploie en permanence pour améliorer le bien-être des Européens.

1. À la suite de divers rapports indiquant que les troubles de la santé mentale, comme l'anxiété et la dépression, avaient, à l'échelle de toute l'Europe, augmenté en flèche dans le sillage de la pandémie de COVID-19, le CESE a décidé que son initiative phare que constitue le «prix de la société civile» serait consacrée à la santé mentale. Selon l'OCDE, le pourcentage de jeunes présentant des symptômes d'anxiété a plus que doublé dans plusieurs pays européens. La pandémie a également eu pour effet d'abaisser l'âge de déclenchement des troubles alimentaires, en particulier chez les adolescents. Avant même que la COVID-19 n'éclate, les problèmes de santé mentale touchaient au moins 84 millions de personnes dans l'ensemble de l'Union européenne, soit environ un sixième de sa population.
2. Chaque année, quelque 4 % des décès enregistrés dans l'Union européenne sont imputés à des troubles mentaux et comportementaux. Les répercussions économiques des mauvais états de santé mentale sont tout aussi exorbitantes, puisque leur coût, direct ou indirect, atteint approximativement 4 % du PIB. Pour plus d'un tiers, ils résultent d'une baisse des taux d'emploi et d'un affaissement de la productivité au travail.
3. En 2020, selon les données d'Eurostat portant sur l'ensemble de l'Union européenne, 44,6 % de la population active de la tranche d'âge de 15 à 64 ans déclarait être confrontée à des facteurs de risque affectant son bien-être psychologique en milieu professionnel. La surcharge de travail et les contraintes de temps constituaient les menaces affectant ce bien-être qui ont été les plus fréquemment citées, étant mentionnées par près d'un cinquième des actifs sur le territoire de l'Union.
4. La santé mentale s'est hissée au premier rang des priorités d'action de l'Union européenne. En juin 2023, la Commission a adopté une stratégie globale concernant cette problématique. Dotée d'une enveloppe de 1,23 milliard d'euros sur fonds de l'Union européenne, cette nouvelle approche entend promouvoir la santé mentale dans toutes les politiques qu'elle mène, et se concentre sur trois principes directeurs: une prévention adéquate et efficace, l'accès à des soins et traitements de santé mentale qui soient abordables et de haute qualité et, enfin, la réinsertion dans la société après le rétablissement. La santé mentale constitue également une priorité politique pour le CESE et occupe une place centrale dans ses travaux.
5. Pour son prix de la société civile, le Comité a reçu pas moins de 105 candidatures, en provenance de toutes les régions de l'Union européenne et couvrant un large éventail de sujets, puisque les projets concernés vont de la prévention des risques psychosociaux sur le lieu de travail à la promotion d'une assistance par les communautés de proximité, en passant par les efforts de lutte contre des problèmes tels que la toxicomanie et la cyberdépendance, ou encore des initiatives visant à effacer la stigmatisation des troubles de santé mentale. Le CESE nourrit l'espoir qu'en distinguant et faisant connaître ces initiatives capitales que des structures non étatiques déploient en faveur de la santé mentale, il incitera d'autres acteurs à leur emboîter le pas. (sg)



Prendre soin de la santé mentale des personnes âgées: le pouvoir des contacts sociaux

Grâce à son réseau d'engagement social *AgeWell*, la fondation caritative irlandaise *Third Age* s'emploie à lutter contre la

solitude chez les personnes âgées. Les accompagnant(e)s de AgeWell, eux-mêmes âgé(e)s de plus de 50 ans, rendent visite une fois par semaine à des personnes plus âgées, proposant non seulement de la compagnie, mais aussi un suivi de leur santé et de leur bien-être grâce à une application mobile. Alison Branigan, de la fondation *Third Age*, nous a expliqué qu'à ce jour, plus de 500 personnes ont bénéficié de cette aide dans le comté irlandais de Meath, certaines décrivant le service comme un «besoin vital», ou même comme une «lumière au bout du tunnel».

Qu'est-ce qui vous a incité à lancer votre projet?

Le réseau AgeWell a été mis en place dans le comté de Meath pour apporter un soutien à sa population vieillissante, qui avait des besoins particuliers sur le plan social, émotionnel, psychologique et en soins physiques. Notre service de santé est soumis à une pression considérable, notre population croît et vieillit, et il existe de longues listes d'attente pour obtenir des services, notamment de l'aide à domicile. AgeWell offre une réponse opportune et concrète qui complète et consolide notre service de santé existant en apportant du soutien aux personnes âgées qui sont isolées, seules, fragiles, confinées chez elles et vulnérables pour les aider à vivre mieux et plus longtemps là où elles le souhaitent, en leur proposant des contacts sociaux et un suivi continu de leur santé et de leur bien-être, en décelant l'apparition de problèmes et en intervenant avant qu'ils ne deviennent plus graves. AgeWell s'inscrit également dans l'esprit de notre fondation Third Age, qui soutient directement les personnes âgées au moyen de services et de programmes innovants et crée des possibilités uniques de bénévolat où des personnes âgées peuvent soutenir leurs pairs et d'autres groupes de population.

Comment votre projet a-t-il été accueilli? Avez-vous eu un retour de la part des personnes que vous avez aidées? (Pouvez-vous le cas échéant donner un exemple)

À ce jour, AgeWell a apporté son aide à plus de 500 personnes âgées dans le comté de Meath. Beaucoup d'entre elles apprécient vraiment l'aspect de «compagnie» du programme: elles ont construit une confiance particulière avec leur accompagnant(e) AgeWell qui nous aide à comprendre leurs besoins et leurs craintes et nous permet ainsi de mieux les aider.

Nos bénéficiaires font notamment les commentaires suivants: «ce service est vital», «Je ne savais pas que j'avais besoin d'aide jusqu'à ce que j'en reçoive», «Je suis si reconnaissant envers ce service et la personne qui me tient compagnie, elle illumine ma semaine», «J'étais très seul, je ne voyais jamais personne, j'attends vraiment mes visites avec impatience». Un bénéficiaire qui était dans une situation très difficile et a reconnu qu'il avait envisagé plusieurs fois le suicide, a déclaré: «AgeWell est arrivé au bon moment, ils m'ont aidé à voir la lumière au bout du tunnel»; et selon lui: «tout le monde devrait avoir accès à ce service».

Nos accompagnant(e)s bénévoles, qui sont également des personnes d'un certain âge, en disent ceci: «J'aime beaucoup être bénévole», «C'est si agréable de se sentir utile», et «J'ai appris beaucoup de choses sur les gens et sur moi-même en faisant ce travail».

Nous pouvons prouver à l'aide de statistiques qu'AgeWell améliore le bien-être, la situation sociale et émotionnelle ainsi que le soutien en matière d'information, qu'il réduit l'isolement et la solitude, améliore l'auto-évaluation de la santé et augmente les niveaux d'activité physique.

Parmi les autres retours d'information figurent la tranquillité d'esprit exprimée par les membres des familles

de nos bénéficiaires et la reconnaissance de notre travail par les prestataires de soins de santé, qui nous adressent directement des personnes en continu.

Quels conseils donneriez-vous à d'autres organisations pour obtenir des résultats dans des actions et programmes de ce genre?

Connaissez votre public, associez vos participants au processus et écoutez leurs suggestions et leurs besoins. Faites confiance à vos connaissances et vos capacités, soyez courageux, créatif, persévérant: si votre idée est suffisamment bonne, vous y trouverez un moyen de la réaliser. Soyez ouvert à la collaboration avec d'autres, et si vous pouvez obtenir le concours de l'État ou d'un service de santé en matière de financement, de soutien ou de promotion, cela pourra contribuer grandement à la crédibilité du programme, à son impact et à sa réussite.

Quel est, selon vous, le principal facteur de détérioration de la santé mentale chez les personnes âgées, hormis les facteurs physiologiques? En tant que société, pouvons-nous améliorer la santé mentale des personnes âgées?

La solitude et l'isolement ont toujours été des facteurs qui contribuent à détériorer la santé mentale des personnes âgées; s'il peut s'agir d'un problème dans les zones rurales d'Irlande, il est tout aussi répandu dans des villes très animées. Ces dernières années, les effets de la pandémie, l'isolement forcé, la tendance à être casanier ou à se protéger en restant chez soi, ainsi que la perte de contacts sociaux, d'accès à des activités et de liberté ont créé une épidémie de peur, d'anxiété, de dépression et de problèmes de santé mentale. Des événements qui se sont produits au niveau national ou mondial, comme l'augmentation du coût de la vie, la guerre et les conflits, ont également joué un rôle. À mesure que les gens vieillissent, leurs cercles sociaux se rétrécissent, la maladie peut entraver leurs déplacements, ils peuvent être confinés chez eux ou subir une perte d'autonomie; tous ces éléments peuvent avoir une incidence sur l'estime de soi, l'humeur et les perspectives d'avenir. Il est important de ne pas oublier les personnes âgées, précisément parce qu'elles peuvent ne pas être visibles: nous ne devons pas perdre de vue l'importance de la communauté, des interventions de proximité, ainsi que du pouvoir des contacts sociaux et des initiatives de prescription sociale.



[Lapinlahden Lähde: laisser la stigmatisation et la discrimination à la porte](#)

En 2013, l'hôpital Lapinlahti, premier hôpital psychiatrique de Finlande et symbole national des soins de santé mentale, était à l'abandon, tombé dans l'oubli après 170 années d'activité. C'est alors que plusieurs défenseurs de la santé mentale ont retroussé

leurs manches en vue de transformer ce lieu de patrimoine délabré en un centre ouvert consacré à la santé mentale, à la culture et aux arts. D'après Siru Valleala, représentante de l'association Pro Lapinlahti, qui gère le centre, Lapinlahden Lähde est aujourd'hui avant tout un lieu inclusif où la stigmatisation et les préjugés sont laissés à la porte, et où chacun se sent accueilli.

Qu'est-ce qui vous a poussé à lancer votre projet?

En 2013, l'hôpital de Lapinlahti, le premier hôpital psychiatrique de Finlande, construit en 1841, était à l'abandon. La ville d'Helsinki n'envisageait aucun projet pour son avenir. Ce site historique, au patrimoine riche et entouré d'un parc magnifique, était tombé dans l'oubli et délabré. Préoccupés par cette situation tragique, plusieurs défenseurs de la santé mentale ont commencé à faire part de la vision et des rêves qu'ils nourrissaient pour ce lieu: transformer l'hôpital et le parc de Lapinlahti en un centre ouvert consacré à la santé mentale, à la culture et aux arts.

Ce fut le commencement de ce que l'on appelle maintenant Lapinlahden Lähde, «le printemps de Lapinlahti». Les activités s'appuient sur l'importance historique et architecturale du lieu, situé au cœur de la baie de Lapinlahti, et trouvent leur inspiration dans 170 années de travaux menés dans le domaine de la santé mentale. Ce n'est plus le traitement de la maladie qui est au centre, mais la promotion du bien-être dans toutes les sphères de la vie. Lapinlahden Lähde représente aujourd'hui un exemple vivant des efforts actuellement déployés pour lutter contre la stigmatisation, ainsi qu'un changement de paradigme, qui consiste désormais à promouvoir ce qui est positif.

Par le passé, Lapinlahti a été le fleuron de la psychiatrie, et un lieu d'évolution permanente des soins de santé mentale. Dorénavant, les défenseurs de la santé mentale ayant travaillé au sein de l'association Pro Lapinlahti, fondée en 1988 pour soutenir cette cause, alors que l'hôpital Lapinlahti était encore en activité, voulaient créer un centre novateur afin de promouvoir la santé mentale, en utilisant toutes les connaissances à disposition au XXI^e siècle, un lieu qui incarne un changement concret de paradigme, où le traitement de la maladie mentale laisse la place à la promotion du bien-être psychique.

Comment votre projet a-t-il été accueilli? Avez-vous eu un retour de la part des personnes que vous avez aidées? Pouvez-vous nous en donner un exemple?

Au début, les gens avaient du mal à pousser la porte. L'endroit avait été fermé au public pendant les 170 années durant lesquelles il avait servi d'hôpital psychiatrique, et malgré l'intérêt et la curiosité qu'il pouvait susciter, il était difficile de convaincre les gens qu'ils y étaient les bienvenus et libres d'en faire le tour. Lentement mais sûrement, des personnes ont participé aux activités et aux manifestations et elles ont contribué avec enthousiasme à les étoffer, en travaillant bénévolement et en partageant leurs idées. Des artistes et des performeurs ont fait venir leurs expositions artistiques et manifestations culturelles à Lapinlahden Lähde et aujourd'hui, nous organisons plus de 400 événements et entre 50 et 60 expositions d'art chaque année. Lapinlahti est devenu un salon ouvert à tous à Helsinki, qui promeut le bien-être mental et réduit la solitude et l'exclusion sociale tous les jours de l'année.

«Lorsque je me suis engagée dans cette initiative, j'ai trouvé cela vraiment formidable de pouvoir être ici, d'aider à redonner vie à ce lieu... Toutes les choses pesantes s'envolent grâce à ce souffle nouveau.»
(Cresswell-Smith et al., 2022)

L'hôpital de Lapinlahti est aujourd'hui considéré comme un lieu très sûr et inclusif, un lieu où vous vous sentez toujours le bienvenu, quelle que soit votre humeur du jour, ou votre situation de vie. Le passé de Lapinlahti en tant qu'hôpital psychiatrique prend tout son sens. Cet endroit vous autorise à être vulnérable, et les problèmes de santé mentale peuvent y être abordés avec une ouverture tout à fait unique. Nous nous appuyons sur un sens aigu de la communauté, et chacun peut explorer en toute sécurité ses propres forces. À Lapinlahden Lähde, la stigmatisation et la discrimination sont laissées à la porte, et nous sommes fiers d'inclure tout le monde.

Les activités de Lapinlahti ont été conçues en coopération avec la ville d'Helsinki, propriétaire des lieux, et ces travaux d'élaboration ont constitué une condition préalable à l'ensemble de l'opération. La question de la future propriété de l'endroit fait à présent l'objet de décisions politiques extrêmement importantes, et nous espérons que le succès des activités actuelles sera pleinement pris en compte.

Comment utiliserez-vous ce financement particulier pour aider davantage encore le public concerné? Avez-vous déjà prévu de lancer de nouveaux projets?

Nous allons continuer à développer nos activités pour que davantage de personnes encore puissent y participer et en bénéficier. Nous avons récemment lancé un projet passionnant destiné aux personnes en voie de guérison à la suite de troubles psychiques, qui vise à améliorer l'accès, voire les droits aux activités culturelles. Plus précisément, l'objectif consiste à aider les personnes à trouver leur propre façon de donner cours à une expression culturelle, de cerner ce qui fonctionne pour eux en matière de culture du bien-être mental et d'art. C'est à cela que nous consacrerons la généreuse dotation du prix qui nous a été décerné.

Selon vous, de quel type d'action collective est-il besoin pour réduire la stigmatisation qui accompagne souvent les problèmes de santé mentale? L'art peut-il jouer un rôle pour renforcer l'autonomie des personnes qui en souffrent?

Nous devons proposer des activités permettant à des personnes aux expériences et aux origines différentes de se rencontrer. Concevoir des activités qui ne reposent pas sur l'état de santé ou les conditions de vie donne lieu à des rencontres humaines uniques et crée des liens significatifs entre des personnes d'horizons différents. L'exploration de la santé mentale par des moyens divers, comme l'art, a permis d'accroître la sensibilisation et la compréhension. L'art possède la capacité exceptionnelle de rassembler les gens et il fournit de nouvelles manières de traiter même des questions difficiles. C'est un vecteur d'expression, qui offre aux gens des possibilités d'être vus et entendus. Le pouvoir d'être entendu peut changer la vie d'une personne et la perception qu'elle a d'elle-même.



Parfois, il suffit d'avoir quelqu'un à qui parler

Géré par l'organisation Integra, le projet slovaque «Fous: et alors?» met en contact de jeunes étudiants et des personnes qui ont éprouvé des problèmes de santé mentale. Durant une journée entière de leur scolarité, les élèves peuvent ainsi comprendre, de la source la plus directe, ce qu'il en coûte de surmonter une crise de santé mentale et comment obtenir de l'aide en pareil cas. La directrice d'Integra, Jana Hurova, nous a expliqué que le projet contribue à briser la stigmatisation dont souffrent les personnes affectées de problèmes de santé mentale, et qu'il offre aux jeunes de précieuses lueurs d'espoir.

Quels sont les facteurs qui vous ont incité à lancer votre projet?

Depuis de nombreuses années, notre organisation vient en aide à des personnes souffrant de problèmes de santé mentale. Leur maladie leur a fait perdre leur emploi, leur logement, leurs amis, et parfois même

jusqu'à leur famille. Tout leur univers s'est retrouvé sens dessus dessous. Voici près de trente ans, nous avons fondé en Slovaquie les premiers services communautaires de santé mentale, le but étant que les personnes qui sortent d'un traitement en hôpital psychiatrique puissent bénéficier d'un soutien et reprendre le cours ordinaire de leur vie d'avant la maladie. Nous avons favorisé l'éclosion d'organisations de patients à travers le pays et mis en œuvre différents programmes visant à déstigmatiser les maladies mentales. Nous nous occupons de malades atteints de troubles graves de santé mentale, la schizophrénie en particulier, et bon nombre d'entre eux ont déjà réussi à s'intégrer dans la société et à trouver un sens à leur vie.

D'emblée, nous avons mené toutes nos activités selon des schémas qui sortaient des sentiers battus, en travaillant en partenariat avec nos bénéficiaires, afin de déceler au mieux leurs besoins, et c'est pour une approche analogue que nous avons opté dans le cas du programme «Fous: et alors?». Bon nombre de nos patients ont découvert une motivation dans leur existence en rencontrant des jeunes et en puisant dans leur expérience personnelle pour leur expliquer les manques dont ils avaient souffert à leur âge et les facteurs qui avaient déclenché leurs difficultés de santé mentale.

Nous constatons qu'il est de plus en plus indispensable de souligner l'enjeu que représente la santé mentale. C'est un grand atout que de savoir comment gérer une crise qui survient dans votre vie.

En Slovaquie, c'est en 2005 que nous avons lancé ce programme «Fous: et alors?», avec le concours de partenaires allemands et tchèques, mais nous n'avons réussi à l'asseoir sur des bases plus solides et à le développer qu'à une date plus récente. Nous avons engagé des parcours de formation, nous entraînons de nouvelles équipes et nous nous rendons dans des écoles supplémentaires.

Comment votre projet a-t-il été accueilli? Avez-vous obtenu des réactions de la part des personnes que vous avez aidées? Si tel est le cas, pourriez-vous nous en donner un exemple?

Les jeunes sont toujours très impressionnés quand la possibilité leur est donnée de rencontrer des personnes qui ont surmonté une crise de santé mentale et de leur poser des questions sur tous les sujets qu'ils souhaitent. Ils prennent conscience qu'une assistance est toujours disponible si eux-mêmes devaient rencontrer pareilles embûches sur leur chemin. Dès lors que cette action pédagogique s'étend sur une journée entière et que la communication s'y effectue en toute égalité, les participants en ressortent toujours avec une impression positive.

Des intervenants qui ont vécu en personne des problèmes de santé mentale peuvent donner à leurs jeunes interlocuteurs le courage d'agir face à leurs propres difficultés. Chaque classe, ou presque, compte dans ses rangs des élèves qui sont confrontés à de tels obstacles: leur donner une lueur d'espoir représente un bienfait inestimable. Pour leur part, les personnes qui racontent leur parcours après avoir vécu personnellement des problèmes similaires trouvent là un moyen d'améliorer leur propre confort psychologique. Elles déterminent elles-mêmes jusqu'à quel point elles entendent chacune partager son vécu avec les élèves. En se racontant ainsi, elles se sentent valorisées, et comprises par autrui.

Nous avons reçu des commentaires en nombre, comme ceux de ces étudiants qui nous ont dit qu'en temps ordinaire, il ne leur est pas loisible de rencontrer des personnes souffrant de problèmes de santé mentale, ou encore que nous devons apprendre à accepter ces patients et éviter de les condamner au motif qu'ils sont différents.

Des retours d'information nous sont également parvenus de la part des personnes ayant un tel vécu qui ont pris part à notre initiative. L'une d'entre elles nous a tenu ces propos:

«Le programme me donne le courage de garder la tête haute. J'ai enfin envie de vivre! Parler à des élèves, c'est dur mais c'est aussi gratifiant. Ils sont très ouverts et n'ont quasi aucune inhibition vis-à-vis des contacts sociaux. Le plus merveilleux, pour moi, est qu'ils m'ont montré que les points qui nous unissent sont bien plus nombreux que ceux qui nous séparent, que le cliché du "fou de service" n'a rien de vrai. Je trouve épatant de pouvoir aider des gens à parler enfin de leurs problèmes de santé mentale d'une manière ouverte, sans que personne ait à rougir ou se cacher.»

Ce sont les jeunes qui nous poussent à aller de l'avant. Au terme de chacune de ces journées «Fous: et alors?», ils nous expliquent toute l'importance que ce programme revêt à leurs yeux et nous disent qu'il doit se poursuivre, afin que tout jeune Slovaque puisse avoir conscience que sa santé mentale représente un bien on ne peut plus précieux.

Prévoyez-vous déjà de nouveaux projets?

Nous aimerions que tous les jeunes aient la possibilité de bénéficier de ce type d'éducation, et que nous puissions ainsi étendre le programme à d'autres régions de Slovaquie. Il a déjà été mis en œuvre en Allemagne, où il a été institué en premier lieu, ainsi qu'en Slovaquie, en Tchéquie et en Autriche. Cette année, nous avons également formé les premières équipes en Ukraine.

Selon vous, dans quelle mesure est-il important que tout un chacun parle ouvertement des problèmes de santé mentale qu'il rencontre? Quel message envoyez-vous avec votre projet?

Le message que nous voulons diffuser est qu'éprouver des problèmes de santé mentale ne doit pas être un motif de honte, mais qu'en revanche, il serait scandaleux de ne rien faire pour améliorer sa propre santé, laquelle est indissociable d'un bon état de santé mentale.

L'idée première qui fonde le programme «Fous: et alors?» est de souligner le plus tôt possible l'importance que revêt cette santé mentale et, en parallèle, de favoriser la compréhension à l'égard des personnes affectées de problèmes dans ce domaine.

Nous nous sommes rendu compte que plutôt que de devoir les traiter, il est préférable de prévenir ces difficultés, et que pareille démarche s'avère aussi plus efficace. Nous insufflons courage et motivation, et nous nous montrons optimistes. Une aide est toujours disponible. Parfois, il suffit d'avoir quelqu'un à qui parler! Il n'est jamais facile de lutter pour réaliser ses rêves, mais il vaut toujours la peine de mener un tel combat.



[Le potentiel inexploité des jeux pour améliorer la santé mentale](#)

Estimant qu'il existe une marge d'amélioration pour développer des innovations et de nouvelles approches de la santé mentale, la fondation finlandaise Lilinkoti a créé les jeux «The World of Recovery» («Le monde de la guérison»), dont le premier est en

ligne et le second est un jeu de plateau. Il s'agit de deux jeux de rôle qui obligent les joueurs

à entrer dans la peau d'un personnage donné. Campés dans un univers d'espoir futuriste, ils encouragent le joueur sur le chemin de sa guérison en ciblant les patients qui ont traversé des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie, ainsi que les professionnels. Reetta Sedergrén et Venla Leimu, représentantes de la fondation Lilinkoti, nous ont expliqué que les jeux recèlent un potentiel considérable pour améliorer la santé mentale, toutefois, les possibilités qu'ils offrent demeurent largement inexploitées.

Qu'est-ce qui vous a incitées à lancer votre projet?

Il y a quelques années, nous avons estimé, au sein de la fondation Lilinkoti, qu'il existait un réel espace en matière d'innovation et de nouvelles approches dans le domaine du rétablissement de la santé mentale. La popularisation des thérapies orientées vers le rétablissement a constitué un grand pas en avant sur le terrain, mais il n'existait pas assez d'outils modernes et innovants pour les mettre en œuvre. Notre organisation travaillait depuis plusieurs dizaines d'années avec des personnes sur la voie du rétablissement à la suite de troubles psychologiques, et nous avions un rêve, celui de proposer un outil moderne pour soutenir la santé mentale, comme un jeu numérique dans lequel le joueur incarnerait un personnage.

Comment votre projet a-t-il été accueilli? Avez-vous eu un retour de la part des personnes que vous avez aidées?

Les jeux «The World of Recovery» ont été créés conjointement avec des personnes qui se rétablissent de problèmes de santé mentale et avec des professionnels, de sorte que nous avons bénéficié d'un retour d'information constant tout au long du processus de conception des jeux, ce qui nous a permis de les adapter jusqu'au résultat final.

Nous avons reçu, pour ces deux jeux, des réactions anonymes et personnelles très positives de la part des joueurs. Par exemple, plus de 90 % des répondants ont déclaré que le jeu mobile favorisait leur bien-être et les aidait à se montrer actifs, tandis que le jeu de rôle contribuait à améliorer leurs compétences sociales.

Les accès de rire et les conversations que nous avons eues avec les joueurs à propos de leurs sentiments, de leurs difficultés et de leurs forces, ainsi que sur la manière dont ces jeux leur ont permis de se rencontrer, quels que soient leur rôle et leur situation personnelle, ont sans doute constitué le meilleur retour d'information.

Quels conseils donneriez-vous à d'autres organisations pour obtenir des résultats dans des actions et programmes de ce genre?

Le fait d'être en première ligne de l'innovation présente de nombreux avantages, constitue une réelle source d'inspiration et permet de faire quelque chose de nouveau. Adhérez-y et ne tentez pas d'entrer dans l'une ou l'autre case. Suivez votre instinct et soyez curieux des avis de chacun. Surtout, associez au processus de conception aussi bien des personnes sur la voie de la guérison que des acteurs expérimentés. Si vous créez des jeux, soyez prêt à affronter les nombreux préjugés des professionnels. Dans le domaine de la santé mentale, il est courant que les jeux en général soient considérés comme addictifs ou nocifs. Ne vous découragez pas! Soyez audacieux, créatif et osez rêver.

Quel est le potentiel des jeux vidéo pour améliorer la santé mentale? Selon vous, devraient-ils être davantage utilisés dans le traitement des troubles psychologiques?

Le potentiel des jeux vidéo, et en particulier des jeux de rôle, pour améliorer la santé mentale est considérable. Étant donné qu'un nombre alarmant de personnes souffrent de problèmes dans ce domaine, nous avons besoin de nouveaux moyens polyvalents pour y remédier. Il est regrettable que le potentiel des jeux n'ait pas été exploré plus avant. Cette situation ne découle pas d'un manque d'intérêt, mais de l'absence de financement suffisant. Il n'existe pas de moyen rapide et facile de mettre au point des jeux de qualité qui améliorent la santé mentale. Nous avons besoin de davantage de financements, de plus de projets développés en coopération et d'un plus grand nombre de professionnels de la santé mentale et de l'industrie du jeu qui œuvrent à la réalisation de cet objectif. Et nous avons besoin de la recherche, de beaucoup de recherche.



Briser la stigmatisation qui touche les troubles alimentaires par la parole

Plus de 55 millions de personnes dans le monde, dont un grand nombre d'adolescents, souffrent de troubles alimentaires qui affectent leur santé mentale et physique. La stigmatisation empêche beaucoup d'entre eux de demander de l'aide. Le projet

«Telling Stories for Good» («Racontar pour sensibiliser»), dirigé par l'organisation italienne Animenta, vise à démanteler les stéréotypes, à promouvoir la reconnaissance précoce et à apporter du soutien. Depuis 2021, cette initiative a permis de sensibiliser plus de 10 000 élèves en Italie. Nous avons parlé avec Aurora Caporossi, présidente et fondatrice d'Animenta.

Qu'est-ce qui vous a incité à lancer votre projet?

Animenta a été créée dans le but de donner la parole à toutes les personnes souffrant d'un trouble alimentaire, mais aussi à leur entourage. L'association vise à garantir aux personnes un accès adéquat au traitement des troubles liés à l'alimentation, car elles peuvent en guérir si elles ont la possibilité de se soigner.

Comment votre projet a-t-il été accueilli? Y a-t-il eu un retour d'information de la part des personnes que vous avez aidées? Auriez-vous le cas échéant un exemple à nous donner?

«Animenta est un lieu où je me suis senti accueilli, où j'ai pris conscience que je souffrais aussi d'un trouble alimentaire même si je n'étais pas en sous-poids.» Ce message, qui nous a été transmis il y a plusieurs mois par notre communauté, nous a permis de mesurer l'importance et l'utilité de notre travail. Animenta a suscité de la curiosité, mais aussi de l'espoir lié au changement que nous pourrions apporter.

Comment utiliserez-vous ce financement particulier pour aider davantage encore le public concerné? Avez-vous déjà prévu de lancer de nouveaux projets?

Nous aimerions investir de plus en plus dans les projets que nous menons dans les écoles afin d'élargir notre impact. Des fonds seront également utilisés pour créer des groupes d'entraide pour les personnes souffrant d'un trouble alimentaire. Parmi nos projets figurent les «camps Animenta», qui permettent aux gens de passer six jours dans la nature afin de redécouvrir leur relation avec eux-mêmes, leur corps et leur alimentation.

Quels conseils donneriez-vous à d'autres organisations pour réussir dans des actions et programmes de ce genre?

Commencez par écouter des récits, pour en savoir plus sur ce que vit le groupe auquel vous vous adressez. Demandez un retour d'information et préparez des questionnaires pour comprendre les besoins des gens. Mais avant tout, rendez vous sur place pour expliquer votre combat et le changement que vous souhaitez apporter. Dans le même temps, il est essentiel de forger un réseau avec d'autres acteurs afin de créer un système de soutien efficient et efficace.

Selon vous, les troubles alimentaires sont-ils aujourd'hui dûment reconnus en tant que grave problème de santé mentale? Les personnes touchées bénéficient-elles d'un soutien approprié et quelles mesures devraient être prises pour améliorer cette situation?

Aujourd'hui, on parle davantage des troubles alimentaires. Nous pouvons donc dire qu'il y a plus d'informations. Il s'agit toutefois de maladies marquées par une profonde stigmatisation sociale et une représentation très stéréotypée. Certaines personnes pensent encore que les troubles alimentaires résultent d'un manque de volonté ou d'une lubie. En réalité, les troubles alimentaires sont des maladies psychiatriques complexes nécessitant des soins adéquats dont on ne peut pas toujours bénéficier car il n'existe pas suffisamment de centres de traitement, et de nombreuses personnes ne peuvent accéder à un parcours de soins.

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Daniela Marangoni (dm)
Daniela Vincenti (dv)
Ewa Haczyk-Plumley (ehp)
Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katerina Serifi (ks)
Katharina Radler (kr)
Laura Lui (ll)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanis (mg)
Margarida Reis (mr)
Millie Tsoumani (mt)
Pablo Ribera Paya (prp)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Agata Berdys (ab)
Giorgia Battiato (gb)

Adresse

European Economic and Social Committee
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tel. (+32 2) 546.94.76
Email: eescinfo@eesc.europa.eu

EESC info is published nine times a year during EESC plenary sessions. EESC info is available in 24 languages
EESC info is not an official record of the EESC's proceedings; for this, please refer to the Official Journal of the European Union or to the Committee's other publications.
Reproduction permitted if EESC info is mentioned as the source and a link is sent to the editor.

03/2024